

Les étranges fréquentations antisémites de la droite israélienne

PAR THOMAS CANTALOUBE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 20 FÉVRIER 2018



Benjamin Netanyahu en compagnie de Viktor Orbán, à Budapest en 2017 © Reuters

Depuis plusieurs années, Benjamin Netanyahu et le Likoud n'hésitent plus à franchir ce qui était autrefois une ligne rouge évidente : la proximité avec des dirigeants et des partis politiques européens et américains flirtant avec la xénophobie et le rejet des juifs.

C'était sans doute le symbole de trop. Le symbole trop évident d'une collusion qui aurait été jugée encore impensable il y a une quinzaine d'années en Israël : celle de la droite nationaliste israélienne avec la mouvance antisémite. Début septembre 2017, Yair Netanyahu, le fils du premier ministre, désireux de défendre son père contre diverses accusations, postait sur Facebook une caricature qui montrait le milliardaire George Soros en train de manipuler une créature reptilienne dirigeant une figure au nez crochu qui, elle-même, tire les ficelles de l'ancien chef de gouvernement travailliste Ehud Barak et de deux autres citoyens israéliens.

Si Yair Netanyahu, du haut de ses 26 ans et de ses études en histoire, philosophie et relations internationales à l'université hébraïque de Jérusalem, n'avait pas décodé le caractère profondément antisémite du dessin qu'il promouvait, les experts en la matière ne s'y sont pas trompés. Ainsi l'ancien grand sorcier américain du Ku Klux Klan et négationniste notoire David Duke tweetait : « Bienvenue au club, Yair, c'est extraordinaire, waouh ! » Quant au fondateur du site néonazi Daily Stormer, Andrew Anglin, il écrivait : « Yair Netanyahu est un vrai frangin. Bientôt, il va appeler au gazage. »

Mais ce faux pas de Yair Netanyahu qui, face au tollé provoqué en Israël et dans la communauté juive à travers le monde, avait retiré sa caricature au bout de quelques heures, ne surgit pas de nulle part. George Soros, d'origine juive hongroise, est un philanthrope qui finance nombre de mouvements et d'associations « libérales » (au sens économique et politique du terme). Il est par ailleurs opposé aux politiques d'annexion des territoires palestiniens par les Israéliens. Mais il est surtout devenu, depuis trois décennies, un des épouvantails favoris des sphères d'extrême droite sur la planète : la figure emblématique du riche juif qui cherche à influencer la marche du monde.



Attention : dessin antisémite ! Yair Netanyahu ne l'avait visiblement pas décodé, et il s'est attiré les félicitations de néonazis notoires

Cette caricature antisémite de Soros est un «**mème**» dans les différentes fachosphères, mais également au-delà, comme on a pu le constater début février 2018 quand le quotidien conservateur britannique le *Daily Telegraph* a fait sa une sur « *L'homme qui a dévalisé la Banque d'Angleterre appuie un plan secret visant à faire dérailler le Brexit* ». Ou comment chausser ses gros sabots bourrés de sous-entendus. C'est ce qu'a fait **remarquer** sur Twitter le rédacteur en chef du *Jewish Chronicle* et partisan du Brexit Stephen Pollard : « *L'article du Telegraph est dégueulasse en raison de l'idée qu'il y a un "plan secret". Soros est incroyablement transparent dans ce qu'il fait. On peut dire qu'on n'est pas d'accord avec lui, très bien. Mais l'idée d'un plan secret est exactement le thème utilisé en Hongrie et ailleurs précisément parce qu'il est juif.* »

Pollard fait référence à **des affiches** déployées en juillet 2017 en Hongrie dans laquelle le Fidesz, le parti du premier ministre Viktor Orbán, utilisait Soros comme repoussoir avec des slogans du type : « 99 % des gens rejettent l'immigration illégale. Ne laissons pas Soros avoir le dernier mot. » La communauté juive de Hongrie avait

immédiatement réagi en dénonçant l'antisémitisme latent d'une telle campagne ; l'ambassadeur d'Israël à Budapest avait exigé le retrait de cet affichage, avant d'être contredit par... son premier ministre, Benjamin Netanyahu qui avait rappelé qu'il était parfaitement légitime de critiquer Soros. Autrement dit, le chef du gouvernement israélien soutenait la liberté d'expression des amis politiques d'Orban (eux-mêmes peu portés sur cette notion) contre le sentiment éprouvé par de nombreux juifs européens.

Que les idées professées et financées par George Soros déplaisent à Netanyahu est une chose, mais que celui-ci en fasse à son tour un épouvantail et qu'il accoure à la rescousse de ceux qui manient avec plus ou moins de subtilité les antiques métaphores antisémites est significatif. Le premier ministre israélien a d'ailleurs remis le couvert en **accusant** début février 2018 Soros de se trouver derrière les manifestations lui demandant de renoncer à l'expulsion de migrants et demandeurs d'asile africains. Il n'a apporté aucune preuve de cette affirmation et Soros l'a démenti. Ce qui a conduit **le journaliste israélien de Haaretz Chemi Shalev** à dénoncer la rhétorique du patron du Likoud : « *En se focalisant sur le Soros juif, Netanyahu se positionne avec son parti épaulement contre épaulement avec les ordures antisémites. Pire, il salit Israël.* »

« *Peut-être que les efforts persistants de son gouvernement pour assimiler l'opposition à ses politiques vis-à-vis des Palestiniens à un nouvel antisémitisme a fait oublier à Netanyahu que la figure historique de la détestation des juifs n'est pas le soldat israélien ou le colon juif, mais les juifs riches et cosmopolites comme Soros, qui étaient accusés de fomenter la souillure de la race aryenne ou la contamination du sang chrétien par le biais de l'invasion du pays par des réfugiés inférieurs et malveillants. L'État juif ne peut techniquement pas être accusé d'antisémitisme, mais quand Netanyahu accuse sans cesse Soros, il fait partie de ceux qui applaudissent cet antisémitisme.* »

« L'Europe se termine en Israël. À l'est d'Israël, il n'y a plus d'Europe »

La résurgence, ou pour le moins la tolérance accrue, à l'égard des discours antisémites en Hongrie, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'Est n'est pas entièrement nouvelle (**voir le dossier de Mediapart sur le virage à droite de cette région**). Mais ce qui change, c'est l'attitude de la droite israélienne à l'égard de ces dirigeants nationalistes, pas toujours respectueux des droits humains et flirtant parfois avec le racisme et l'antisémitisme. Benjamin Netanyahu a été en 2017 le premier chef de gouvernement israélien à effectuer une visite officielle en Hongrie depuis la chute du rideau de fer. Séjour qui a **irrité** les juifs du pays qui vivent au quotidien avec un premier ministre, Viktor Orban, qui chante les louanges de Miklos Horthy, régent de Hongrie durant la Seconde Guerre mondiale et allié d'Hitler.

Dans la foulée de cette visite à Orban, Netanyahu l'a accompagné pour participer à une rencontre du groupe de Visegrad, rassemblant Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. C'est au cours de ce meeting que le premier ministre israélien a été surpris par un micro malencontreusement ouvert en train de critiquer l'Union européenne pour les conditions qu'elle attache à ses accords commerciaux avec Israël : « *Je pense que l'Europe doit décider si elle veut vivre et prospérer ou si elle veut se dessécher et disparaître. Je ne suis pas très politiquement correct. [...] L'Union européenne est la seule association de pays dans le monde qui construit des relations avec Israël sous certaines conditions et qui produit des technologies et d'autres choses sous conditions politiques. La seule ! Personne ne le fait [...]. Je pense que c'est vraiment fou !* »

« *Nous faisons partie de la culture européenne, a poursuivi Netanyahu. L'Europe se termine en Israël. À l'est d'Israël, il n'y a plus d'Europe. Nous n'avons pas de plus grands amis que les chrétiens qui soutiennent Israël dans le monde entier. Et pas seulement les évangélistes.* » Cet aparté avait été interprété à Bruxelles comme une tentative de rallier les pays d'Europe centrale à la cause israélienne

en dénonçant les positions ouest-européennes sur Israël (notamment la volonté d'étiqueter les produits en provenance des colonies implantées en territoire palestinien), et en jouant des divergences entre les deux blocs de nations.



Benjamin Netanyahu en compagnie de Viktor Orbán, à Budapest en 2017 © Reuters

Selon les politologues israéliens, la plus grande qualité de Benjamin Netanyahu est sa remarquable habileté à se maintenir au pouvoir. Il est le deuxième chef de gouvernement d'Israël en termes de longévité, juste après le fondateur du pays David Ben Gourion. Ni ses adversaires au sein de son parti, le Likoud, ni ses opposants, ni ses faux pas politiques, ni aujourd'hui les accusations de corruption qui le cernent, ne sont parvenues à le faire choir. Mais cette opiniâtreté s'est faite au prix d'une politique de la peur et de la division.

En jouant sans cesse sur le sentiment de crainte existentielle, en partie légitime, des Israéliens, Netanyahu a fait de la sécurité l'alpha et l'oméga de son programme. Ensuite, en titillant en permanence les divisions de la société (laïques contre ultra-orthodoxes, arabes contre juifs, colons contre défenseurs de la ligne de 1967...) et en adossant sa coalition aux partis religieux, il a fait en sorte que toutes les batailles politiques tournent autour de lui. Ce qui l'a conduit à bâtir ses propres alliances opportunistes et à franchir ce qui représentait autrefois des lignes rouges, au nom du vieux principe survivaliste : « *Les ennemis de mes ennemis sont mes amis.* »

En 2000, Israël avait rappelé son ambassadeur en Autriche lorsque le parti d'extrême droite FPÖ dirigé par Jörg Haider avait intégré la coalition gouvernementale. Aujourd'hui, rien de tel. Le FPÖ est de nouveau membre du gouvernement (avec trois ministères régaliens : intérieur, défense et affaires étrangères) et son leader Heinz-Christian Strache,

régulièrement taxé de xénophobie, est vice-chancelier. Mais plusieurs membres du Likoud, ainsi que des dirigeants politiques vivant dans les colonies, ont déjà rencontré Strache, qui a été **accueilli par des députés** en Israël en 2016.

Pour que Netanyahu daigne critiquer les gouvernements nationalistes et/ou populistes européens, il faut vraiment que ceux-ci dépassent les bornes, comme lorsque le gouvernement polonais a **fait voter une loi** fin janvier 2018 sur l'interdiction de mettre en cause la responsabilité des Polonais dans les crimes commis par l'Allemagne nazie.

Dans ce contexte, l'extrême droite française continue pourtant d'être en grande partie tenue à distance par Tel-Aviv, même si des ouvertures commencent à se dessiner. Louis Aliot, vice-président du Front national (FN) et compagnon de Marine Le Pen s'est rendu en Israël en 2011 et, durant la campagne présidentielle de 2017, à **un petit déjeuner** organisé par la Confédération des juifs de France et des amis d'Israël en compagnie du député FN Gilbert Collard. Le secrétaire général du FN Nicolas Bay a lui aussi visité Israël en 2017, où il a **rencontré plusieurs notables du Likoud**, même si ceux-ci ont prétendu après coup ne pas savoir qui c'était.

Nicolas Bay @nicolasbayfn · 19 h
Rencontre conviviale, à mon arrivée en #Israël, avec Arnon Afek (directeur général du ministère de la Santé) et le colonel Eyal Furman.



Nicolas Bay, secrétaire général du FN, ravi de l'accueil reçu lors de sa visite en Israël

Il se murmure que Marine Le Pen aimerait depuis longtemps faire le voyage, mais le cordon sanitaire posé par les gouvernements israéliens successifs autour du FN continue d'être maintenu. Essentiellement en raison de la présence de la « *GUD connection* », ces anciens du mouvement étudiant d'extrême droite très poreux aux idées racistes et

antisémites, dans l'entourage proche de la dirigeante du FN (comme l'ont détaillé Marine Turchi et Mathias Destal dans leur livre « **Marine est au courant de tout** »). Par ailleurs, personne en Israël n'oublie l'ascendance de Marine Le Pen, dont le père et fondateur du parti a été condamné à plusieurs reprises pour antisémitisme et banalisation de crimes contre l'humanité. Il y a certains pas que, malgré tout, Netanyahu et le Likoud ne sont pas encore disposés à franchir.

« La vision du monde de la suprématie blanche est en phase avec les intérêts de notre gouvernement »

Selon le commentateur politique israélien Noam Rotem, « *les liens que le Likoud essaie de nouer avec les extrêmes droites européennes sont une tentative de trouver un terrain d'entente commun sur le rejet de l'islam. De cette manière, les groupes racistes européens ne sont plus considérés comme antisémites, et la droite israélienne s'attire davantage de soutien en faveur de l'implantation de colonies et de la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza. C'est une alliance de la haine, qui ridiculise l'idée qu'Israël mène une guerre globale contre l'antisémitisme* ».

Et il ajoute : « *Le Likoud, dont les membres hésitaient rarement à qualifier Barack Obama d'antisémite, ne réfléchissent pas à deux fois avant d'accorder une légitimité à un parti politique raciste.* » Les relations entre Netanyahu et l'ancien président américain furent en effet exécrables. En dépit du fait qu'un des mentors d'Obama ait été l'intellectuel juif Saul Alinsky et que son vice-président Joe Biden ait été régulièrement **qualifié** de « *meilleur ami d'Israël* » au cours de sa carrière, le Likoud n'a jamais supporté qu'Obama émette des critiques sur sa politique de colonisation ou s'émeuve du sort des Palestiniens.

Bien que les Américains de confession juive votent à une écrasante majorité pour les démocrates lors des présidentielles, Netanyahu s'est toujours positionné auprès des républicains, allant jusqu'à la double provocation de soutenir l'adversaire d'Obama en 2012 (Mitt Romney) et d'accepter de parler devant le

Congrès pour critiquer la Maison Blanche en 2015. Une des explications de cette proximité tient bien évidemment au fait que le premier ministre israélien promeuve des politiques néolibérales dans la tradition Reagan-Thatcher, à l'instar de la droite américaine. Mais la raison fondamentale est la proximité idéologique entre deux nationalismes chauvins et militaristes.

Au lieu d'observer l'arrivée de Donald Trump et de sa clique à Washington avec inquiétude, Benjamin Netanyahu et le Likoud les ont accueillis à bras ouverts. En dépit du fait que le principal conseiller de Trump à la fin de sa campagne et lors de son installation à la Maison Blanche ait été Steve Bannon, patron d'un journal en ligne héraut du « *nationalisme blanc* » dont les lecteurs n'hésitent pas à **frayer** avec le racisme et l'antisémitisme.

En dépit du fait que le même Bannon ait été autrefois accusé par sa femme de ne pas vouloir envoyer sa progéniture à l'école avec des enfants juifs.

En dépit du fait que Trump se soit montré incapable de condamner avec fermeté les militants néonazis qui ont tué une personne lors d'une manifestation à Charlottesville à l'été 2017, après avoir **défilé aux cris** de « *Les Juifs ne nous remplaceront pas !* »

En dépit du fait qu'il n'ait pas été fait mention des victimes juives lors du communiqué présidentiel de commémoration de la journée de l'Holocauste.

En dépit du fait que, pendant huit mois, le conseiller antiterrorisme de la Maison Blanche ait été Sebastian Gorka, qui **professait** des liens d'admiration et d'appartenance avec des organisations hongroises d'extrême droite liées à des néonazis...



Benjamin Netanyahu avec les fondateurs du site Breitbart en Israël en 2007, avant que celui-ci ne soit repris par Steve Bannon

On pourrait continuer longtemps à égrener les personnages troubles et les dérapages antisémites dans l'orbite du "trumpisme", cela n'empêche nullement la droite israélienne de se féliciter du nouvel occupant de la Maison Blanche. Il faut dire que Netanyahu a été particulièrement "gâté" : les deux émissaires de Trump en Israël, son gendre Jared Kushner et l'ambassadeur David Friedman, sont deux juifs pratiquants, soutiens de longue date de la colonisation. Depuis décembre 2017, ils lui ont offert Jérusalem sur un plateau.

Et pourtant, au même moment, selon Jonathan Greenblatt, le directeur de l'ONG Anti Defamation League (ADL), « *la communauté juive américaine n'a pas connu **un tel niveau d'antisémitisme** dans le discours politique et public depuis les années 1930* ». Or, selon l'ADL, un des facteurs majeurs de la progression des actes et des paroles antisémites aux États-Unis tient justement à la libération de la parole des nationalistes blancs encouragés par Trump et son entourage. Malgré cela, les juifs orthodoxes américains constituent le seul groupe de population dont le soutien à Donald Trump **a progressé** après une année de mandat !

Après tout, il n'est peut être pas aussi surprenant que cela de voir un gouvernement israélien nationaliste, faucon sur le plan international, néolibéral et

très religieux faire alliance avec ses homologues américains et européens qui professent les mêmes idées. Mais la barrière de l'antisémitisme, qui était autrefois un obstacle infranchissable pour les Israéliens, est devenue perméable. Ou, comme le **résume** cyniquement le journaliste israélien Yaron London, « *une vision du monde qui supporte la suprématie blanche est en phase avec les intérêts [du gouvernement israélien]. Si les amis de Trump sont davantage dégoûtés par les arabes que par les juifs (ceux de gauche, les banquiers de Wall Street, les journalistes élitistes, les amoureux des noirs et les potes de Hillary Clinton), alors nous avons conclu un bon marché. Trump et les siens perçoivent Israël comme l'avant-poste d'une guerre contre les barbares* ».

L'idée fixe de Netanyahu et du Likoud de construire un « *Grand Israël* » et de réduire à peau de chagrin les ambitions palestiniennes d'un État autonome a rejoint l'obsession anti-arabe et islamophobe de droites radicales européennes et américaines. L'alliance contre "l'ennemi musulman" commun a créé des partenaires de bal contre nature : ultranationalistes juifs courtisant allègrement les antisémites, et vice-versa.

Ce mariage d'opportunité **soulève le cœur** du grand éditorialiste de gauche israélien Gideon Levy : « *Quand l'amitié avec Israël est basée uniquement sur le soutien à l'occupation [des territoires palestiniens – ndlr], Israël n'a plus aucun ami que les racistes et les nationalistes. Ces racistes adorent Israël parce qu'il réalise leurs rêves : opprimer les Arabes, maltraiter les musulmans, les déposséder, les tuer, démolir leurs maisons, piétiner leur honneur. Qu'est-il advenu du temps où les juifs en Afrique du Sud allaient en prison avec Nelson Mandela ? Aujourd'hui, les militants juifs soutiennent les nouveaux dirigeants racistes et antisémites.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.